



Working Paper -  
Document d'étude



N° 2

# Primaires américaines : Les paradoxes de la démocratisation

Frédéric Douzet

Juillet 2008

## **Résumé**

### Primaires américaines : Les paradoxes de la démocratisation

Face à la toute puissance des apparatchiks de la “machine politique”, les militants américains ont progressivement réformé et démocratisé le processus d’investiture du candidat de leur parti pour l’élection présidentielle. Totalement décentralisé et excessivement complexe, ce système confère une puissance extraordinaire aux électeurs et aux États qui se placent tôt dans les primaires, aussi peu représentatifs soient-ils de l’électorat et de la population. Dans le cadre d’une élection totalement ouverte comme il n’y en a pas eu depuis 1928, la compétition fit rage entre les candidats mais aussi les États et les militants qui souhaitent peser dans le choix final. Une compétition trop serrée chez les démocrates a pourtant permis de restaurer —techniquement— le pouvoir mis à mal de l’appareil de parti, laissant le choix du candidat entre les mains des superdélégués. Mais pour des raisons politiques, c’est bien la démocratisation qui l’a emporté.

## **Summary**

### Presidential Primaries: The paradoxes of democratization

Fighting the power of political machines, activists and reformers have progressively imposed a democratization of their party nomination process for the presidential election. The system is so decentralized and complex that it gives tremendous power to voters and States who come early in the process, no matter how little representative they are of the entire electorate or population. The 2008 election is the most open since 1928, which encouraged strong competition between candidates but also between states and voters who all want to weigh in the final choice. Yet the competition has been so tight among the democratic candidates that it ended up restoring —technically at least— the power of the party elite. But for political reasons, democratization prevailed.

## **Mots-clés :**

États-Unis – Élections présidentielles – démocratie – géopolitique – parti démocrate – parti républicain  
– investiture – primaires – Hillary Clinton – Barak Obama

## **Primaires américaines : Les paradoxes de la démocratisation\***

Frédéric Douzet  
Maître de conférences à l'IFG  
douzet@wanadoo.fr

Enfin ! Il a fallu arriver au terme de la campagne des primaires pour qu'Hillary Clinton concède enfin la victoire à son rival, Barack Obama, et se retire de la campagne pour la nomination comme candidat à la présidence de la république. Jusqu'au tout dernier scrutin, Hillary Clinton refusait de s'avouer vaincue et considérait pouvoir légitimement, jusqu'à la convention nationale, rester dans la course. Si tel avait été le cas, le parti démocrate se serait trouvé plongé dans sa première véritable crise institutionnelle depuis la généralisation du système des primaires à la fin des années 1960. Il aura fallu le basculement de la grande majorité des superdélégués en faveur d'Obama pour qu'elle ne puisse techniquement plus prétendre à l'investiture et que la course s'arrête enfin. Or les superdélégués, qui se sont trouvés en position de trancher, ne sont pas élus par les militants et sympathisants mais nommés par les élites du parti. Est-ce à dire que le processus des primaires est moins démocratique qu'il n'y paraît ?

Avant de pouvoir se présenter à l'élection présidentielle, aux États-Unis, les candidats républicains et démocrates doivent d'abord être investis par leur parti. La campagne commence près de deux ans avant l'élection présidentielle car il leur faut réunir des fonds considérables, s'entourer d'une armada d'experts et de conseillers et organiser leur base afin d'espérer remporter la première manche : les primaires. Cette campagne électorale longue et coûteuse, largement médiatisée, emmène les candidats dans chacun des 50 États où ils doivent convaincre électeurs et militants de leur apporter leur soutien, pour remporter l'investiture lors de la convention nationale du parti.

Or ce système de primaires est relativement récent. Historiquement, les candidats étaient désignés par l'élite nationale du parti, un petit nombre d'apparatchiks qui décidaient entre eux de qui serait le mieux placé pour l'emporter en novembre face au parti adverse. Le système des primaires s'est développé au

---

\* Article à paraître dans le prochain numéro de la revue *Politique Américaine* (n° 11/été 2008), et publié ici avec son aimable autorisation.

début du XX<sup>e</sup> siècle, sous l'impulsion du mouvement progressiste, dans un esprit de démocratisation du processus de nomination. Il ne s'est généralisé qu'à partir des années 1970.

En raison de sa démocratisation, le système est devenu totalement décentralisé et excessivement complexe. La bataille fait rage non seulement entre les candidats et les militants mais aussi entre les États qui souhaitent tous peser sur la désignation du candidat —au point que le Michigan et la Floride se trouvent privés de représentants pour avoir avancé la date de leurs primaires en violation des règles du parti—, alors que les médias, qui se perçoivent souvent comme le « quatrième pouvoir » depuis le Watergate, contribuent largement à façonner l'image des candidats dans l'opinion publique.

Les primaires de 2008 se sont avérées particulièrement compétitives. Le républicain John McCain fut certain d'être investi par son parti après sa série de victoires en mars et le retrait des autres candidats. Du côté démocrate, en revanche, la course s'est rapidement trouvée réduite au duel Obama-Clinton, dans lequel les candidats sont restés au coude à coude jusqu'au bout.

Or, paradoxalement, une compétition trop serrée chez les démocrates aurait conduit à restaurer le pouvoir mis à mal de l'appareil de parti, en remettant la décision de nomination entre les mains des superdélégués, nommés par le parti et non élus - du moins du point de vue technique, car politiquement la décision est plus difficile pour les superdélégués qui doivent se déterminer en fonction d'une équation complexe et de leur propre représentation de la démocratie, sous la pression de militants attentifs à ce que leur vote soit respecté.

La démocratisation des primaires, dans le cadre d'une compétition très serrée, conduit ainsi à de grands questionnements sur la source de légitimité démocratique des candidats et de beaux affrontements en perspective si l'écart entre les deux candidats n'est pas clairement significatif à l'approche de la convention. Or une légitimité trop fragile du candidat pourrait affecter la mobilisation des électeurs du parti et donc ses chances de réussite, tout en appelant à une nouvelle réforme d'un système extrêmement complexe et bien peu lisible.

Pour saisir les enjeux démocratiques de la nomination démocrate, il faut comprendre le processus de démocratisation des primaires, la façon dont il fonctionne désormais, mais aussi les enjeux spécifiques à la campagne de 2008, afin de cerner les déterminants du vote des superdélégués au moment de trancher en faveur de l'un des deux candidats.

### **La démocratisation du processus d'investiture et la naissance des primaires**

Les Pères Fondateurs n'avaient pas anticipé l'existence de partis politiques « modernes », structurés, sur le mode militant, tel que construit par Martin Van Buren avec les démocrates en 1828. Ils n'envisageaient que des factions contre lesquelles ils se targuaient de se prémunir par les équilibres

institutionnels prévus dans la Constitution. Lors de l'apparition des partis, il n'y avait donc pas un mot dans la Constitution qui pût guider leur mode d'organisation, pas plus que leur fonction ou leur rôle dans la vie politique.

Jusqu'en 1820, les membres Républicain-démocrates comme les Fédéralistes du Congrès se réunissaient pour désigner leur candidat unique. Le président étant élu de manière indirecte par le collège électoral, il ne jouissait donc pas de cette légitimation populaire dont on redoutait qu'elle conférât trop de pouvoir au président, conduisant potentiellement à un exercice abusif de l'autorité. Chaque grand électeur avait droit à deux votes. Le candidat qui arrivait en tête des voix devenait président, le second était élu vice-président. En cas de conflit entre les deux candidats, le système était ingérable. C'est d'ailleurs ce qui se produisit en 1796, conduisant à l'élection d'un président et d'un vice-président appartenant à deux partis différents. Puis en 1800, Thomas Jefferson et son vice-président arrivèrent à égalité malgré les stratégies des grands électeurs pour que Aaron Burr ait une voix de moins que Thomas Jefferson et arrive second. Il fallut une semaine et la voix d'Alexander Hamilton pour que Jefferson soit enfin élu. En conséquence, un XII<sup>e</sup> amendement permettant l'élection d'un « ticket » fut finalement voté en 1804<sup>1</sup>.

La toute première convention démocrate se tint à la veille de la réélection d'Andrew Jackson en 1832, alors que son opposant direct, l'Anti-Masonic Party, avait tenu la sienne l'année précédente. Président ayant oeuvré pour l'élargissement de la participation citoyenne, Andrew Jackson se targuait d'avoir obtenu un mandat populaire, ce dont il jouait pour bousculer les équilibres institutionnels (*checks and balances*). Cette toute première convention démocrate offrit un début de légitimation populaire du candidat et donc de la présidence. « La convention nationale conféra au président une base de pouvoir indépendante du Congrès. Elle contribua à ouvrir la présidence à de plus larges forces sociales et aux nouveaux groupes d'intérêt émergents dans la société. En d'autres termes, elle fournit à la présidence une assise populaire qui, en fin de compte, allait conduire à l'accroissement des pouvoirs du président. » [Vergniolle de Chantal, 2007, p.90]. Le système fonctionna jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, la participation à ces primaires restant limitée aux élites nationales du parti, « *a few white men in smoke filled rooms* », puis devint de plus en plus critiquée.

Dans le contexte du mouvement progressiste du début du siècle, le débat fut engagé sur la nécessité de démocratiser le processus. La dénonciation du pouvoir des machines politiques, de la collusion des intérêts des grands industriels et des politiques, les dysfonctionnements d'une société en croissance très rapide appelaient à la réforme dans de nombreux domaines. Un début de rébellion s'opéra donc

---

<sup>1</sup> Un ticket est une liste électorale présentée par un parti. Dans ce contexte, il s'agit de l'élection simultanée d'un président et de son vice-président, choisi avant l'élection.

contre les élites du parti, visant à ouvrir la possibilité aux militants de participer au processus de nomination en tant qu'électeurs voire de gagner les primaires en tant que candidat. Une telle démocratisation permettait de mettre le fonctionnement du parti démocrate en accord avec les idéaux démocratiques américains d'égalité des chances.

Le sénateur du Wisconsin Robert M. La Follette, l'un des leaders du mouvement progressiste, remporta la toute première élection dans le Dakota du Nord en 1912. Il y en eut une douzaine dans le pays cette année-là. Dès 1920, le New Hampshire établit sa tradition - non remise en question depuis - de tenir la première primaire de la nation. Les caucus qui existaient dans certains États furent élargis aux militants et progressivement, au fil des élections, les primaires s'organisèrent dans un nombre de plus en plus important d'États à travers le pays. Entre 1912 et 1968, les primaires connaissent cependant des hauts et des bas, apparaissant et disparaissant sporadiquement ici et là. Mais à partir de 1968, elles furent généralisées et le processus entièrement démocratisé. Autrement dit, le processus de nomination devint entièrement contrôlé par les délégués qui émergeaient des primaires au niveau local. Ceci n'empêcha pas une convention particulièrement houleuse cette année-là, assombrie par l'assassinat de Robert Kennedy - inopportunément évoquée par Hillary Clinton pour justifier son maintien dans la course fin mai 2008 - et par de violentes altercations entre les forces de police et les manifestants contre la guerre du Vietnam. Hubert Humphrey, vice-président de Lyndon B. Johnson, emporta la nomination sans avoir participé aux primaires, ce qui fut une grande déception pour les réformateurs du parti. Richard Nixon fut élu grâce à la présence d'un troisième candidat, le ségrégationniste George Wallace. S'en suivirent une série de réformes au début des années 1970, élaborées au sein d'une commission interne du parti présidée par George McGovern, afin d'assurer un mode de fonctionnement plus démocratique encore. La réforme donna plus de poids aux primaires dans la sélection des délégués, afin d'éviter une investiture comme celle d'Humphrey. McGovern lui-même emporta d'ailleurs la nomination en 1972. Cette même année, le caucus de l'Iowa prit une importance nationale grâce à une série d'articles dans le *New York Times* qui le placèrent sous les projecteurs. Il n'a cessé depuis d'être observé nationalement comme la première étape des primaires qui indique une tendance, même si au final moins de la moitié des candidats l'ayant emporté dans l'Iowa a remporté l'élection présidentielle.

En 1982, les élites du parti démocrate se rendirent compte que les candidats émergeant du processus démocratisé des primaires n'étaient pas toujours de taille à remporter l'élection de novembre, les militants choisissant des candidats de trop faible envergure, comme George McGovern en 1972, écrasé par Nixon. Les élites décidèrent alors de réintroduire des superdélégués afin de contrebalancer les effets polarisant de l'excès de démocratie. L'idée était de nommer des officiels et d'autres militants, capables d'un jugement indépendant, se déterminant au moment de la convention seulement en

fonction du candidat le mieux à même d'emporter l'élection présidentielle.

Le processus de nomination des démocrates a donc évolué d'un système totalement démocratisé à un système mixte dans lequel, techniquement en tout cas, les superdélégués peuvent se trouver en position de trancher lors d'une compétition particulièrement serrée comme ce fut le cas de celle entre Hillary Clinton et Barack Obama. Ce système mixte est cependant hautement complexe et opaque pour les observateurs extérieurs et les électeurs.

### **Un système complexe et peu lisible**

À la fin de mai 2008, Barack Obama avait techniquement réussi à réunir une majorité des *pledged delegates*, ce qui le mit en position de force face à sa rivale sans pour autant clore le processus. Le caractère inclusif de la politique du parti démocrate - parti des minorités par excellence - exige de ses élites qu'elles assurent une représentation juste et équitable des différentes composantes de son électorat. Le système des primaires démocrates, en raison de son niveau de décentralisation favorisant l'autonomie locale et la répartition proportionnelle des délégués, a contribué à prolonger le processus. La durée de la compétition reflète ainsi fidèlement la division de l'électorat entre deux candidats difficiles à départager. En cherchant la représentation exhaustive de l'électorat dans toute sa diversité géographique, socio-démographique et stratégique, le système met en rivalité différentes sources de légitimation des candidats, rendant le choix d'autant plus complexe pour les superdélégués, et la légitimité du candidat finalement choisi d'autant plus fragile.

L'organisation décentralisée des primaires démocrates offre en effet un empilement de systèmes dont certains datent du début du siècle. Il s'agit d'une série d'élections qui se tiennent dans chaque État et dont le mode varie d'un État à l'autre, et qui permet de désigner les délégués qui se rendront à la convention nationale du parti pour désigner le candidat à l'élection présidentielle. La nomination officielle se produit lors de la convention nationale, arrêtée cette année du 25 au 28 août à Denver (Colorado) - et du 1<sup>er</sup> au 4 septembre à Minneapolis-Saint Paul (Minnesota) pour les républicains. Ce système possède l'avantage d'obliger les candidats à faire campagne dans chacun des États où ils peuvent ainsi se faire connaître des électeurs, diffuser leur message par le biais des médias locaux, tenir des meetings de campagne et ainsi susciter un début d'intérêt et de mobilisation pour l'élection de novembre. Dans un pays où les médias sont également très décentralisés, centrés sur les informations locales et où peu d'électeurs lisent les journaux nationaux, c'est une démarche salutaire, permettant aussi l'émergence de candidats nouveaux grâce à leur charisme ou leurs idées, à défaut d'une notoriété

nationale ou de soutiens politiques ou financiers puissants. De ce point de vue, Mike Huckabee, candidat républicain proche des organisations religieuses, a réalisé un parcours assez extraordinaire puisqu'il a remporté 7 États et 240 délégués. Côté démocrate, le candidat devait obtenir une majorité des 4 047 délégués, soit 2 024, pour être investi, alors qu'il n'y avait que 2 380 délégués côté républicain, requérant une majorité de 1 191. La majorité est passée à 2 118 le 31 mai 2008 (pour un total de 4233.5 délégués), en raison de l'intégration des délégués de la Floride et du Michigan, comme nous le verrons plus bas.

### **Les différents types de primaires**

La complexité du système tient tout d'abord à l'existence de différents modes d'élection. Il y a presque autant de règles que d'États mais on peut néanmoins les classer en deux grandes catégories : les caucus et les primaires, sachant qu'il existe aussi des variantes et autres formes hybrides mais qui ne concernent que très peu d'États. Ces règles qui varient par État varient aussi dans le temps, chaque État étant libre, en accord avec les autorités du parti, de modifier son mode de scrutin d'une élection à l'autre.

Le caucus est un bel exemple de démocratie directe. Il concerne seulement une douzaine d'États dans le processus de nomination démocrate et se présente comme l'équivalent du *town meeting*, rassemblement sur la place publique. L'Iowa est traditionnellement le premier État à tenir son caucus et ouvre ainsi la campagne des primaires. Les militants et électeurs locaux se réunissent par bureau de vote pour choisir les délégués qui les représenteront dans les réunions au niveau du comté, puis de l'État, puis enfin de la convention. On se réunit dans les écoles, les gymnases, les salles municipales où les électeurs se regroupent derrière leur « capitaine », un militant local qui soutient tel ou tel candidat. Dans la plupart des États, un minimum de 15% d'électeurs est nécessaire pour que les voix en faveur d'un candidat soient prises en compte. Au dernier moment, les partisans d'un candidat sous ce seuil cherchent à attirer des électeurs ou se répartissent dans les autres groupes. Les militants se hêlent d'un bout à l'autre de la pièce, essaient de convaincre leur voisin, leur cousine ou leur épouse. On vote ainsi en se déplaçant physiquement et non à bulletin secret, sauf exception. Le comptage est assez complexe et tient compte de la participation.

Le vote se déroule à un horaire précis et pendant une durée très limitée. Il est donc impératif pour les candidats d'amener leurs partisans au bureau de vote, massivement et à l'heure. On organise des petites fêtes pour s'assurer qu'ils arriveront un peu avant. Ceci signifie qu'il faut une réelle capacité de mobilisation et une base militante très bien organisée pour s'assurer la présence des électeurs. Ce fut très largement le cas de Barack Obama.



Celui-ci a créé la surprise en remportant la primaire de l'Iowa, donnant d'entrée une tonalité à la campagne très différente de celle que les observateurs et sa principale rivale avaient imaginée. Sa candidature a suscité une mobilisation exceptionnelle, plus du double (15%) de celle observée lors de la campagne précédente et la participation massive d'électeurs indépendants en sa faveur. Surtout, Obama a démontré d'entrée de jeu qu'il pouvait convaincre et gagner auprès d'un électorat blanc. En l'occurrence, l'Iowa compte 95% de Blancs et moins de 3% de Noirs. Dans un petit État de 3 millions d'habitants, il est possible de mener une véritable campagne de proximité, et le charisme d'Obama a pu agir d'autant plus efficacement que la proximité avec les électeurs était importante. Ceci permet à des candidats moins connus de percer, comme Mike Huckabee qui malgré un budget très faible (moins de \$2 millions en début de campagne), a également pu remporter l'État et créer la surprise.

Barack Obama a remporté tous les caucus à l'exception de celui du Nevada, où Clinton l'a emporté par 51% des voix contre 45% pour Obama. Encore pourrait-on considérer qu'au Nevada, en raison du système de comptage, Obama a gagné puisqu'il a remporté 14 délégués contre 11 pour Clinton. Hillary Clinton a fait peu de cas de ces victoires, arguant qu'elles concernent pour l'essentiel des États peu peuplés qui ne pèsent de toute façon que très peu dans l'élection finale dans la mesure où ils sont essentiellement en territoire républicain. Les conseillers de campagne s'accordent à dire que John Kerry n'a perdu la présidentielle en 2004 que de 500 000 voix dans l'Ohio. Et Barack Obama considère justement pouvoir mobiliser les électeurs indépendants et démocrates, voire capter une partie de l'électorat républicain modéré dans ces États. Car pour remporter l'élection, il faudra faire basculer des États du rouge vers le bleu, autrement dit faire passer un certain nombre d'États d'une majorité républicaine à une majorité démocrate.

Les autres élections que l'on nomme « primaires », pour l'essentiel, se tiennent à bulletin secret, avec une possibilité de vote par correspondance, et quelques États qui combinent les deux systèmes. Le Texas, par exemple, a tenu des primaires le 4 mars puis organisé dans la foulée des conventions de circonscriptions pour choisir les délégués des comtés,

Les primaires, comme les caucus, peuvent être ouvertes, semi-ouvertes ou fermées ; la nature de l'électorat change donc en fonction du système adopté, ce qui rend toute mesure du vote populaire à l'échelle nationale nécessairement imprécise. Dans les primaires ouvertes, tous les électeurs qui le désirent peuvent voter, quelle que soit leur affiliation<sup>2</sup>, soit dans la primaire démocrate, soit dans la républicaine (mais pas dans les deux, ils doivent choisir). Techniquement donc, un électeur républicain peut choisir le candidat démocrate et vice-versa, mais la démarche est rare. Les primaires semi-

---

<sup>2</sup> Lors de leur inscription sur les listes électorales, les électeurs peuvent choisir de se déclarer Démocrates, Républicains, Indépendants ou refuser de se déclarer. Dans certains États, ils peuvent également s'inscrire comme Verts ou Libertaires.

ouvertes permettent aux électeurs affiliés au parti ainsi qu'aux indépendants de voter pour le candidat de leur parti. Les indépendants peuvent voter soit pour le candidat républicain, soit pour le candidat démocrate. Dans les primaires fermées, seuls les électeurs affiliés au parti peuvent choisir le candidat de leur camp.

La popularité de Barack Obama auprès des électeurs indépendants et sa capacité de mobilisation de cette frange de l'électorat l'ont avantagé dans les élections ouvertes ou semi-ouvertes. Hillary Clinton, à l'issue de la série de primaires du super-mardi, s'est targuée d'avoir remporté les grands États les plus peuplés, alors que Barack Obama affichait un nombre d'États remportés et une diversité géographique nettement supérieure. Et pourtant, en termes de nombre de délégués, l'écart est resté très faible car le mode d'attribution des délégués reflète la division des États en deux électors. Et là encore, il y a presque autant de modes de répartition que d'États.

### **Le comptage des délégués**

Le nombre de délégués de chaque État est prédéfini par un calcul complexe qui tient compte de la taille de la population mais aussi de sa loyauté envers le parti en fonction de sa loyauté envers le parti, mesurée par les résultats des élections précédentes. Les délégués se divisent en *pledged delegates* (délégués) et *unpledged delegates* (superdélégués). Les délégués s'engagent à voter pour un candidat lors de la convention nationale et sont élus lors des primaires. Une minorité d'entre eux sont des leaders du parti et des élus (*Party Leaders and Elected Officials, PLEOs*), d'autres sont de simples militants. Tous ont choisi leur candidat à l'avance et ne peuvent, dans la plupart des États, revenir sur leur engagement, même s'il n'y a pas véritablement de procédure prévue pour ceux qui dérogeraient - chose rarissime qui serait très mal perçue.

Les superdélégués, eux, ne sont pas élus mais nommés par le parti. La très grande majorité d'entre eux sont des leaders du parti et des élus, les *PLEO*, d'autres sont choisis pour leurs bons et loyaux services au moment de la convention d'État (*add-ons*).

La différence fondamentale entre le système démocrate et le système républicain est que pour le premier, les délégués sont répartis de façon proportionnelle alors que pour le second, ils sont répartis sur la base du *winner-take-all* - le candidat qui remporte une circonscription remporte tous les délégués de la circonscription et celui qui remporte l'État remporte tous les délégués attribués par État et tous les superdélégués de l'État. Dans certains États comme New York, le gagnant remporte même tous les délégués et le système comprend peu de superdélégués. Il y a au total 796 superdélégués chez les

démocrates (823,5 depuis le 31 mai, voir plus bas) contre 123 chez les républicains<sup>3</sup>.

En revanche, chez les démocrates, pour chaque élection primaire, une partie des délégués est attribuée à la proportionnelle sur la base des résultats par district, et une partie sur la base des résultats pour l'ensemble de l'État. Les superdélégués, eux, sont simplement désignés et restent libres de leur vote.

En Californie par exemple, la primaire du 5 février 2008 a permis l'élection de 370 *pledged delegates*. Les 71 superdélégués (dont 5 PLEOs) furent officiellement désignés lors de la convention du 18 mai. Sur les 370 délégués, 241 furent répartis de façon proportionnelle sur la base des résultats dans chacune des 53 circonscriptions du Congrès, le nombre de délégués variant d'un district à l'autre de 2 à 6; 129 (dont 48 PLEOs) furent répartis sur la base des résultats à l'échelle de l'État. Hillary Clinton remporta 51% des voix contre 43% pour Obama, soit respectivement 204 et 166 délégués.

Les calculs sont d'une complexité extrême car beaucoup ne sont pas définitifs tant que les conventions d'État ne se sont pas tenues. De plus, de nombreux médias tentent d'intégrer dans leurs calculs les voix des superdélégués qui se sont déjà prononcés. Or ceux-ci changent parfois d'avis, ne se déclarent pas toujours auprès de tous les reporters ou entretiennent une ambiguïté interprétée parfois différemment par les journalistes. Il y a donc une part de créativité dans le comptage réalisé par les médias, ce qui explique que d'un site d'information à l'autre, les totaux ne sont pas exactement les mêmes.

Le système est devenu si complexe qu'il en a perdu sa lisibilité, entretenant le flou dans une compétition que peu d'électeurs comprennent vraiment, et qu'il brouille les pistes de la légitimité démocratique. Or les enjeux démocratiques sont tels pour cette élection que la mobilisation des électeurs, des États, des donateurs, et l'attention médiatique sont à leur comble, démultipliant l'effet de crise.

### **Des enjeux démocratiques exceptionnels**

L'élection présidentielle de 2008 est sans doute la plus ouverte depuis 1928, puisque ni le président sortant, ni le vice-président ne se présentent et que, par ailleurs, l'administration sortante est devenue tellement impopulaire qu'aucun des candidats ne revendique son héritage. Au début de la campagne, aucun prétendant républicain ne se détachait comme le candidat naturel du parti. Les trois principaux, John McCain, Mike Huckabee et Mitt Romney incarnaient trois segments bien distincts de l'électorat et l'enjeu pour chacun était donc de s'imposer le plus vite possible pour remporter suffisamment de délégués et creuser l'écart. Malgré une popularité et des scores surprenants en considération de ses maigres moyens financiers, le pasteur évangélique Huckabee n'a pu s'imposer que dans les États où ses convictions religieuses étaient porteuses. De même Mitt Romney, en dépit de dépenses

---

<sup>3</sup> Il y a beaucoup moins de superdélégués chez les républicains que chez les démocrates et le mode de répartition des délégués, « winner-take-all », peut difficilement les mettre en position de trancher.

somptuaires, n'a pu se démarquer de son image de riche mormon et convaincre au-delà d'une petite frange de l'électorat. John McCain, candidat atypique s'il en est<sup>4</sup>, s'est trouvé l'élu par défaut d'un parti profondément divisé, après que sa campagne ait connu un trou d'air dans lequel il a bien failli disparaître avant sa victoire en Caroline du Sud, le 26 janvier 2008.

Du côté démocrate, la compétition était tout aussi ouverte mais avec trois candidats qui, au contraire, incarnaient chacun l'ensemble des valeurs du parti. Mis en compétition, ils ont cependant progressivement conduit à une division de leur électorat. Malgré sa popularité, John Edwards n'a pas résisté longtemps à la renommée et au professionnalisme d'Hillary Clinton, ni au charisme de Barack Obama. Surtout, les électeurs se sont trouvés face à un dilemme exceptionnel : nommer pour la première fois de l'histoire soit une femme, soit un Noir comme candidat à l'élection présidentielle américaine.

### **Une élection historique**

On se trouve ainsi dans un enjeu démocratique inédit, élargissant l'accès aux plus hautes fonctions à des candidats de couleur et de sexe différent. Or l'enjeu ethno-racial ne se limite pas, dans cette élection, à la candidature d'Obama. On comptait 30% d'Hispaniques parmi les électeurs en Californie et malgré leur moindre taux de citoyenneté et de participation, ils se trouveront en situation d'apporter une aide déterminante aux candidats dans quelques États clés pour l'élection, notamment la Floride et Nouveau-Mexique. La mobilisation de la population noire, galvanisée par la candidature d'Obama, pourrait également se révéler déterminante —à défaut d'être suffisante— dans quelques États du sud.

Le rôle de l'argent dans la campagne s'est révélé fondamental mais non déterminant, comme l'ont montré les candidatures de Romney et Huckabee. Quant à la primaire de Pennsylvanie, \$20 millions de dollars plus tard, les résultats d'Obama et Clinton furent sensiblement les mêmes que dans l'Ohio, État aux caractéristiques démographiques et économiques similaires. Nerf de la guerre, l'argent est indispensable sur la durée mais n'a pas empêché l'émergence de candidats moins connus qui se sont révélés capables d'attirer les dons au fur et à mesure qu'ils gagnent en popularité et en crédibilité. De la même façon, au fur et à mesure qu'elle perdait du terrain, Hillary Clinton perdait de sa capacité à lever des fonds, au point d'effectuer des prêts personnels à sa campagne s'élevant à un total de 11,5 millions de dollars.

La nouveauté de l'élection est le rôle clé joué par l'Internet dans la collecte des fonds. En 2004 déjà, Howard Dean avait démontré l'efficacité du réseau pour toucher les petits donateurs. Les démocrates

---

<sup>4</sup> Sur certains sujets comme l'immigration, le financement des partis politiques, les baisses d'impôt ou encore l'homosexualité, le sénateur de l'Arizona a des positions beaucoup plus proches des démocrates que des républicains, au point que John Kerry aurait envisagé, en 2004, de faire de lui son colistier.

s'en étaient largement servi comme relais d'opinion et instrument de mobilisation. Barack Obama a su investir le cyberspace comme aucun autre candidat et donner à la campagne virtuelle une tout autre dimension. Alors que Clinton s'en est tenue au soutien traditionnel des grandes corporations et des lobbies, Obama a récolté des millions de dollars sous forme de dons inférieurs à 200 dollars récoltés en permanence par l'Internet. En l'espace de deux mois, de janvier à février 2008, il a recueilli près de 3,5 millions de dollars, provenant de plus d'un million de donateurs, contre seulement 370 000 pour Clinton. La technologie a ainsi permis une diffusion plus ample de l'information mais aussi une participation plus vaste des électeurs à l'effort de campagne. On peut y voir un signe de démocratisation, comme un indicateur d'une possible mobilisation lors de l'élection.

### **Les États en première ligne**

Cette compétition a suscité un intérêt accru de tous les acteurs, à commencer par les États. Le mécanisme médiatique et financier qui permet de porter un candidat tout au long de sa campagne requiert de s'imposer tôt dans la course aux primaires pour créer le fameux « momentum », l'élan qui permet de finir la course en tête sans être inquiété, comme l'a fait John McCain. La campagne étant longue et coûteuse, les candidats qui perdent dans les premières primaires finissent généralement par abandonner assez vite et se rallier à l'un des candidats. Du coup, l'intensité de la campagne et l'attention médiatique qui lui est portée chutent généralement fortement après *Super Tuesday*, le fameux mardi où sont programmées un grand nombre de primaires et qui permet au leader de la campagne de se démarquer. Or cette année, étant donné l'importance des enjeux, de nombreux États ont décidé d'avancer la date de leurs primaires afin de peser dans le processus de nomination. Le but était de se faire entendre des candidats et de voir leurs intérêts représentés, la visite des candidats engendrant par ailleurs des bénéfices indirects.

Les États du nord-est victimes des délocalisations massives d'emplois et de la crise des *subprimes*, les États-frontières en prise avec l'immigration et une forte croissance démographique, la Floride soumise aux ouragans et aux problèmes d'assurance immobilière, la Californie préoccupée par l'énergie et l'environnement... tous avaient de bonnes raisons de se placer tôt dans la course. Vingt-quatre États ont ainsi tenu leurs primaires le mardi 5 février 2008, rebaptisé « Super Duper Tuesday » ou « Tsunami Tuesday », et le caucus de l'Iowa, qui ouvre traditionnellement la campagne, a été programmé dès le 3 janvier. La Floride et le Michigan décidèrent d'avancer leur primaire avant le 5 février, violant ainsi les règles du parti démocrate qui ne font exception que pour quelques États. La sanction est tombée immédiatement des instances nationales : les deux États seraient privés de délégués à la convention. Côté républicain, cinq États dont la Floride et le Michigan se sont vus privés de la moitié de leurs délégués pour les mêmes raisons. Les électeurs de Floride, déjà privés de leur voix en 2000 lorsque la

Cour suprême décida d'interrompre le recompte des voix et de déclarer George Bush vainqueur, risquaient de s'en trouver quelque peu démobilisés.

Les candidats ont tout d'abord approuvé cette décision, ne faisant pas campagne dans les États en question. Mais au fur et à mesure que la campagne avançait, Hillary Clinton s'est mise à revendiquer les délégués de Floride et du Michigan au nom de la légitimité démocratique. Elle l'avait emporté haut la main dans ces États où elle bénéficiait clairement de sa renommée à un moment où Obama était encore très peu connu du grand public. Le comité national du parti a tranché le 31 mai 2008 en faveur d'un compromis, ne laissant qu'un demi-vote aux délégués de Floride et du Michigan. La majorité des délégués s'est alors déplacée à 2 118 pour emporter l'investiture et le nombre de voix des superdélégués est passé de 796 à 823,5. Les recours juridiques d'ici à la convention restent possibles mais seraient fortement nuisibles à l'image du parti, affaiblissant ainsi la légitimité du candidat démocrate et donc ses chances de l'emporter en novembre.

### **Le choix des superdélégués**

Hillary Clinton s'est accrochée jusqu'au bout, espérant rattraper le retard pris sur Obama dans le nombre de *pledged delegates* et convaincre, quoi qu'il arrive, les superdélégués restants de se rallier à sa candidature. Une fois la majorité des *pledged delegates* acquise à Barack Obama, il était encore techniquement possible pour Hillary Clinton de l'emporter. L'était-ce politiquement ?

Clinton n'a cessé d'avancer un certain nombre d'arguments, espérant démontrer qu'elle était la mieux placée pour l'emporter. Elle a longtemps argué du fait qu'elle avait remporté les États les plus peuplés, qui seront indispensables à la victoire au mois de novembre. Ces États sont cependant majoritairement démocrates, et l'on imagine mal que son rival ne puisse les conquérir à son tour.

Les résultats montrent que Clinton réussit mieux qu'Obama auprès de l'électorat ouvrier blanc, auprès des Hispaniques, des femmes et des personnes âgées. Clinton s'estime ainsi être la mieux placée pour faire basculer les *swing states* - c'est-à-dire les quelques États à la majorité incertaine, susceptibles de basculer en faveur d'un candidat ou de l'autre - en faveur du parti démocrate. Les sondages montrent qu'elle serait effectivement mieux placée dans l'Ohio, la Pennsylvanie ou la Floride, mais Barack Obama semble mieux placé dans le Colorado, la Virginie ou l'Iowa. Or il aurait sans doute suffi que John Kerry remporte l'Iowa en 2004 pour gagner l'élection.

Barack Obama peut par ailleurs se targuer de sa popularité auprès des jeunes, des indépendants, des Noirs et des électeurs au niveau d'éducation et de revenus les plus élevés. Il bénéficie de solides soutiens dans la communauté hispanique, dont le gouverneur de Nouveau-Mexique, brièvement candidat à l'investiture, Bill Richardson. Il a par ailleurs remporté beaucoup plus d'États qu'Hillary Clinton, à travers tout le territoire et tire ainsi sa légitimité d'une représentation géographique plus

étendue.

Par ailleurs, les sondages opposants McCain à Obama et McCain à Clinton sont extrêmement similaires et fluctuent régulièrement. Le vote des primaires reflète le choix des militants et sympathisants de chaque parti et non celui de l'ensemble des électeurs d'un État. Ils ne sont donc pas vraiment indicatifs de l'issue du vote de l'élection générale. Enfin, les prévisions sont basées sur les cartes électorales des élections précédentes. Or il se peut que celles-ci aient beaucoup changé avec la dégradation de la situation économique des classes ouvrières, la vertigineuse chute de popularité de l'administration Bush, inversement corrélée à l'augmentation du prix de l'essence. À l'heure de la clôture des scrutins, le 3 juin, il était impossible de déterminer objectivement qui de Barack Obama ou Hillary Clinton serait le candidat le mieux placé pour l'emporter en novembre.

Enfin et surtout, Barack Obama a remporté la majorité des *pledged delegates* et du vote populaire. Si les superdélégués sont théoriquement censés trancher en toute indépendance pour le candidat le mieux placé pour l'emporter, ils sont aussi tenus de respecter le processus démocratique. En allant contre la décision des électeurs, ils auraient pris le risque d'investir un candidat —ou plutôt une candidate— à la légitimité fortement contestable. Sommés de ne pas attendre la convention pour se déterminer, les superdélégués qui n'avaient pas encore annoncé leur choix se sont ainsi massivement ralliés à Barack Obama. Atteignant la majorité des 2118 délégués requis pour l'investiture, Barack Obama a pu se déclarer vainqueur, ne laissant d'autre choix à Hillary Clinton que de concéder la victoire et se rallier à sa candidature.

Cette campagne des primaires révèle deux apparents paradoxes. La démocratisation des primaires visait à remettre la décision d'investiture, trop longtemps confisquée par les élites du parti, entre les mains des militants et des sympathisants. Les superdélégués n'avaient été introduits que pour corriger les excès de la démocratisation. Or ces membres du parti, non-élus, se sont trouvés techniquement en position de trancher, en fonction de leur appréciation indépendante du candidat le plus à même de l'emporter en novembre. Cependant, le ralliement massif à Obama a démontré que la volonté démocratique l'emportait, et que politiquement les superdélégués se sentaient tenus de respecter le choix des électeurs. *In fine*, c'est bien la démocratisation qui l'emporte.

Second paradoxe apparent, les démocrates ressortent de la campagne profondément divisés après une bataille très longue et intense, alors qu'ils avaient abordé les primaires bien plus unis que les républicains. Nombre de partisans d'Hillary Clinton ont déclaré qu'ils ne voteraient pas pour Barack Obama. Reste que, lorsqu'ils se trouveront devant les urnes, les électeurs démocrates jaugeront la candidature d'Obama à l'aune de celle de McCain et non de celle de Clinton. Les femmes démocrates,

en particulier, réfléchiront sans doute à deux fois avant de donner leur voix à un président républicain, susceptible de nommer un juge conservateur de plus à la Cour suprême, celui qui pourrait par exemple chercher à remettre en cause le droit à l'avortement.

### **BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE**

HALL JAMIESON, K. (ed.), *Electing the President 2004. The Insiders' View*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2006.

POLSBY, N. W. et WILDAVSKY, A., *Presidential Elections, Strategies and Structures of American Politics*, 11ème édition, Rowman&Littlefield Publishers, New York, 2004.

MILKIS, S., *American Government. Balancing Democracy and Rights*, Cambridge UP, New York, 2008.

VERGNIOLLE DE CHANTAL, F., *L'empire de l'exécutif : la présidence des États-Unis de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush (1933-2006)*, Armand Colin, Paris, 2007

### **Sites internet**

[www.thegreenpapers.com](http://www.thegreenpapers.com)

[www.realclearpolitics.com](http://www.realclearpolitics.com)

<http://www.cqpolitics.com/wmspage.cfm?docid=news-000002650765>

<http://www.rothenbergpoliticalreport.blogspot.com/>



*Les working papers de l'IFG sont des textes d'étude diffusés en format pdf sur le site de l'IFG ([www.geopolitique.net](http://www.geopolitique.net)), s'accompagnant d'une version papier. Ils ont l'aspect général d'un article de revue scientifique mais peuvent en différer par leur niveau d'aboutissement (comme le terme anglais « working » l'indique).*

*En effet, le working paper n'est pas forcément la version finale d'une étude mais plutôt l'étape intermédiaire d'une réflexion, ou encore un texte « expérimental ».*

*Sa diffusion, avec les coordonnées électroniques de l'auteur, permet aux lecteurs une interaction directe et rapide avec ce dernier, dans le but de faire progresser son texte et ses recherches.*

*Chaque working paper a été soumis au comité de lecture avant diffusion.*

---

Face à la toute puissance des apparatchiks de la "machine politique", les militants américains ont progressivement réformé et démocratisé le processus d'investiture du candidat de leur parti pour l'élection présidentielle. Totalement décentralisé et excessivement complexe, ce système confère une puissance extraordinaire aux électeurs et aux États qui se placent tôt dans les primaires, aussi peu représentatifs soient-ils de l'électorat et de la population. Dans le cadre d'une élection totalement ouverte comme il n'y en a pas eu depuis 1928, la compétition fit rage entre les candidats mais aussi les États et les militants qui souhaitent peser dans le choix final. Une compétition trop serrée chez les démocrates a pourtant permis de restaurer —techniquement— le pouvoir mis à mal de l'appareil de parti, laissant le choix du candidat entre les mains des superdélégués. Mais pour des raisons politiques, c'est bien la démocratisation qui l'a emporté.

Frédéric Douzet est maître de conférences à l'IFG, membre junior de l'Institut Universitaire de France et membre du comité de rédaction de la revue Hérodote. Américaniste, elle étudie en particulier les évolutions géopolitiques de la Californie. Elle a publié *La couleur du Pouvoir, Géopolitique de l'immigration et de la ségrégation à Oakland, Californie*, Belin, 2007, et *The New Political Geography of California*, avec Thad Kousser et Kenneth P. Miller, Berkeley Public Policy Press, 2008.

[douzet@wanadoo.fr](mailto:douzet@wanadoo.fr)